

[< Précédent](#)

COVID - Pour sortir de la crise par le haut, dépasser nos modèles économiques classiques

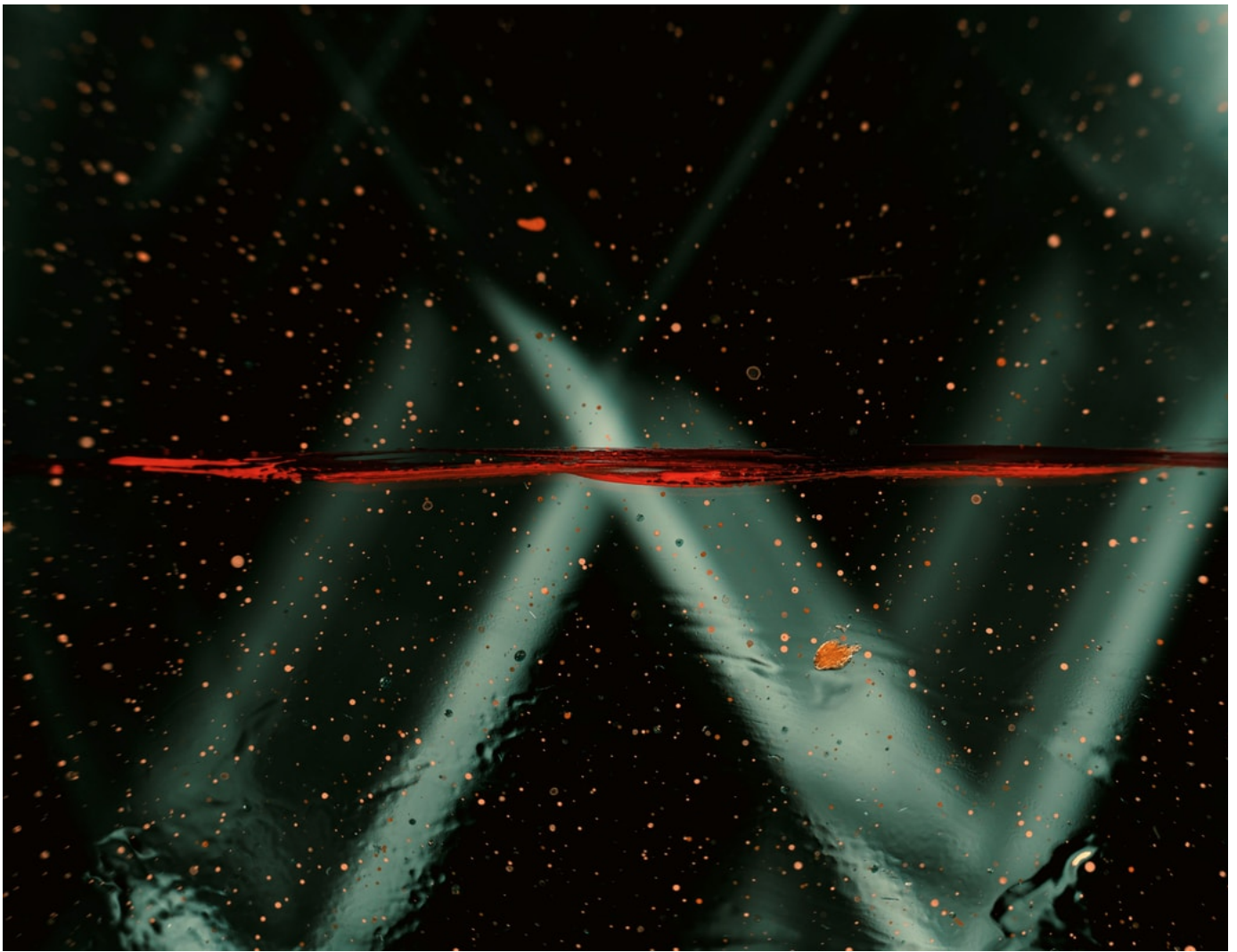
| Sylvain Maechler, Junior Fellow de l'Institut Open Diplomacy

15 mai 2020 · Environnement, COVID, Développement

Plus un jour ne passe sans que l'on voit se succéder les propositions pour une relance économique à la crise sanitaire qui prenne en compte les impératifs socio-économiques. Prenons l'exemple de cette [récente tribune](#) co-signée par Madonna comme H&M et Naomi Klein. Que revendique ce club inattendu ? Que les investissements par les États dans le cadre de la relance post-COVID prennent en compte les risques de la toute aussi urgente et incertaine crise écologique.

Apparemment caractérisée par un retour de l'État – sous-entendu que ce dernier se retire au profit d'acteurs privés – la crise pandémique nous révèle plutôt son niveau de celui d'[assureur en dernier recours](#). Bien loin de s'en contenter, certains comme Michel Aglietta propose des solutions de type « [Green New Deal Global](#) » keynésienne. L'appel d'un grand nombre de parlementaires européens lancé par Pascal Canfin pour une [relance verte](#) souhaite également que l'État ne soit plus présent pour couvrir les risques, éponger les pertes et permettre un retour à la *ante*, mais qu'il devienne l'acteur central d'un « [nouveau modèle de prospérité](#) ».

Mais quels sont les hypothèses et outils qui ancrent de telles propositions, et comment arbitrer et donc de comparer les coûts et bénéfices à la fois économiques, écologiques d'une politique publique ?



L'espoir du « triple-win »

L'apparition du COVID-19 découlerait de l'emprise de l'Homme – et de ses activités économiques – sur les milieux naturels. Il existerait ainsi des liens (certes complexes) entre disparition des écosystèmes et pandémies, eux-mêmes liés aux dérives du capitalisme mondialisé. Cette position a été récemment relayée en Suisse par une [tribune](#) (encadrée par 120 scientifiques, ou en France par l'anthropologue Philippe Descola qui a identifié la pandémie comme le révélateur de la [dégradation continue des milieux de vie par l'homme](#)). Elle souligne ici l'impasse dans laquelle nous plonge un « système de production mondialisé basé sur la production au moindre coût et à la non-prise en considération du coût écologique ». Une relance économique verte permettrait alors non pas de faire « [coup-double](#) » mais un « [coup-triple](#) » : relancer la machine économique, atténuer les effets de la crise écologique et également éviter de nouvelles pandémies futures. Rarement les enjeux ont été aussi complexes et leurs relations incertaines. Face à l'immensité de la tâche, la première réaction a été de désigner le responsable : notre système capitaliste mondialisé aux effets destructeurs. Les analyses et tous soulignent donc l'opportunité de cette crise pour changer de direction : « [Philippe Hulot](#)

go back to normal ».



Back to normal ?

Pourtant, au-delà des discours, tribunes et autres appels collectifs, les outils écor sous-tendent de telles propositions n'ont eux, rien de plus normaux.

Pour rendre compte de ces trois objectifs – ou les relations entre ces différents en les rendre comparables avec une comptabilité unique. Et la discipline économique pas d'idées pour transformer tout fait social ou écologique en une donnée monétaire compte ou convention idéale pour permettre de telles comparaisons dans le temps. Ainsi, divers outils quantitatifs inspirés de l'économie dite « du bien-être » (*Welfare* économie tout ce qui a de plus « standard »), visent à ramener aussi bien la nature de carbone en passant par la grande barrière de corail) que la [vie](#) à une variable. Tout doit être fait pour que les risques, sanitaires et écologiques soient internalisés) aux modèles économiques.

Au-delà de la hiérarchie facilement perceptible entre ces trois paramètres (la pandémie sont « mises en économie », non pas l'inverse), ce raisonnement p

problèmes : celui des méthodes employées.

Un outil économique au cœur de cette conversion est le taux d'actualisation, pour rendre compte économiquement de risques futurs qui échapperaient en temps modèles économiques. Cet outil permet par exemple d'attribuer une valeur à n'existe pas encore, ou de mettre en balance les coûts présents de la transition (en termes d'investissements) avec les potentiels futurs bénéfiques découlant des investissements.

On touche ici à la classique analyse coûts-bénéfices prônées depuis les années 1970, et notamment par l'influente Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et ses nombreux [rapports](#), aussi bien en matière de politique environnementale que sanitaire.



Décider aujourd'hui, bénéficiaire/subir demain

Depuis 2006 et le désormais célèbre [Rapport Stern](#) sur l'économie du changement climatique commandité par le gouvernement britannique, de nombreux chiffres ont alimenté les débats pour savoir quelle somme était nécessaire afin de faire face à la crise écologique.

La grande question étant celle du fardeau à laisser aux générations futures (la crise écologique). Ce débat technique qui se cristallise justement autour du taux d'actualisation a notamment été « popularisé » par William Nordhaus, Prix Nobel d'Économie pour ses travaux économétriques sur les liens entre économie et changements climatiques. Son travail d'actualisation vise selon Nordhaus à répondre à la question suivante : "*how much faster*".

Au niveau microéconomique, le taux d'actualisation pose une question simple : préfère-t-on des avantages (généralement monétaires) aujourd'hui, ou une somme incertaine potentiellement supérieure dans le futur ?

Ramené à l'environnement, la question pourrait être la suivante : préférons-nous 50 euros aujourd'hui pour maintenir notre climat sous la cible d'augmentation des températures et ainsi éviter une dangereuse montée des eaux, ou 50 euros en pariant sur des avancées technologiques permettant d'y faire face, au risque de devoir débours plus ?

Si notre choix se dirige vers la première option (comme les économistes nous le suggèrent, puisque nous sommes des êtres rationnels cherchant à maximiser leur utilité en ayant ainsi une « préférence pour le présent »), le taux d'actualisation sera plus élevé et nous accordons ainsi une valeur plus grande au présent qu'au futur.

Alors que Nordhaus a souvent utilisé un taux de 4,3 % dans ses différentes modélisations (considérant qu'il était économiquement préférable *d'attendre avant d'investir dans les ressources*), Stern a choisi un taux (provocateur pour l'époque) de 1% dans son rapport, ce qui signifiait qu'également 1% du PIB devait chaque année être dédié à la transition écologique – soutenant au contraire de Nordhaus une action relativement rapide. Puis il a rapidement *changé d'avis* pour aller jusqu'à proposer 2% d'investissement en faveur de la transition écologique. Et le *Green New Deal* version américaine est chiffré aux environs de 2% du PIB, quand le récent *Green Deal* de l'UE vise à investir 2% du PIB d'ici à 2030.



Le marteau, le clou... et le piège de l'écon verte

Ramener ces considérations sanitaires ou écologique à une variable économique d'affronter les acteurs les plus récalcitrants sur leur propre terrain : démontrer chiffres que loin d'être un coût, la lutte contre la crise écologique peut être une opportunité cause les bénéfiques (en termes sanitaires, d'emploi ou de création de nouveaux emplois) seront à long terme supérieurs aux coûts de l'inaction.

Il est en effet nécessaire d'avoir de solides arguments face aux nombreuses résistances qui souhaitent pas seulement maintenir le *business as usual*, mais faire un pas en avant. C'est le cas des États-Unis, de la [Pologne](#) ou la [République Tchèque](#) qui rejettent l'idée de la *Green Deal* comme boussole de la relance post-Covid. Et ces gouvernements ne manquent pas de soutiens, puisque de nombreux [lobbys industriels](#) se saisissent également de l'urgence sanitaire pour s'attaquer aux normes environnementales en vigueur.

Dans ce contexte, les méthodes de calculs introduites ci-dessus peuvent très bien servir de raisonnement : relancer la machine économique aujourd'hui quoi qu'il

écologiquement, pour se préoccuper demain des enjeux environnementaux l'économie remise sur pied. Rationnellement infaillible avec le « bon » taux d'actua Les battre sur leur propre terrain semble alors être une bien vaine initiative. En politique sanitaire, la [polémique](#) suite aux mesures prises par l'ancienne ministr Roselyne Bachelot suite à la grippe H1N1 reflètent une réalité similaire : l'arbitra économies réalisées à court terme qui ignorent les coûts d'une crise à long-terme. Ce type d'analyse coûts-bénéfices permet finalement à de multiples arguments sans que l'un ne semble plus convaincant qu'un autre : le piège de l'économie verte Le temps est donc venu de s'écarter de ce type de raisonnement – puisque comme bien connue d'Araham Maslow le souligne : « si le seul outil que vous avez est vous tendez à voir tout problème comme un clou ».



Dépasser la quantification, l'incertitude et l'action

L'épidémie fait ressurgir une notion oubliée par l'économie et sa propension à to divers modèles quantitatifs : celle de l'incertitude.

En plus du célèbre *Black Swan* de Nassim Taleb, caractérisant des événements imprévisibles, et dont l'impact est extrême – [concept largement relayé dans ce pandémie](#) – les économistes ont délaissé les contributions de leurs glorieux aînés. Keynes tout d'abord, et son concept d'incertitude radicale. Mais un autre économiste bientôt 100 ans encore mieux conceptualisé de telles situations : [Frank Knight](#), et de *true uncertainty*, à savoir une forme d'incertitude qui échappe à toute quantification. Dans de tels cas, il nous faut accepter que tout ne peut pas être comparé, ce qui nous force à nous écarter des analyses type coûts-bénéfices.

« C'est compliqué de faire des prévisions économiques en ce moment », estimait une [source](#) de la Commission européenne en mentionnant les retards que prend *Deal*. Dans un même temps, des économistes ont récemment clamé haut et fort « [do whatever it takes](#) ».

Formule également utilisée par Emmanuel Macron, indiquant que le gouvernement aide les entreprises et les salariés « [quoi qu'il en coûte](#) ». En d'autres termes : « à bas le doute, c'est le temps de l'action ! ». Une formule comparable serait-elle envisageable dans une approche écologique ? Du « *how much and how fast* » de Nordhaus, nous passerions alors à « *and as fast* ». Car si la crise sanitaire offre un enseignement, c'est bien notre capacité à agir en situation d'incertitude.

[Billet précédent](#)

[COVID - Oui, l'Europe offre un modèle de résilience](#)

[Billet suivant](#)

[COVID - La désinformation : un virus en mutation](#)

[Revenir au site](#)



Ecrire un commentaire...

Nom

E-mail

Annuler